

**CHARTÉ DE LA VILLE DE LAVAL  
CODIFICATION ADMINISTRATIVE**

**INSTRUCTIONS SUR LA MISE À JOUR DE LA  
CODIFICATION ADMINISTRATIVE DE LA  
CHARTÉ DE LA VILLE DE LAVAL**

<b>Enlevez les pages :</b>	<b>Insérez les pages :</b>
3	3
4	4
5	5
7	7
8	8
11	11
12	12
17	17
23	23
37	37
41	41
58	58

Le 16 juillet 2007

**CHARTRE DE LA VILLE DE LAVAL  
CODIFICATION ADMINISTRATIVE**

**INSTRUCTIONS SUR LA MISE À JOUR DE LA  
CODIFICATION ADMINISTRATIVE DE LA  
CHARTRE DE LA VILLE DE LAVAL**

**Onglet  
AVANT-PROPOS**

Enlevez les pages :	Insérez les pages :
Deux pages	deux nouvelles pages ✓

**Onglet  
LISTE DES AMENDEMENTS**

Enlevez les pages :	Insérez les pages :
Deux premières pages	deux nouvelles pages ✓

**Onglet  
INDEX**

Enlevez les pages :	Insérez les pages :
1 à 13	1 à 14 ✓

**Onglet  
SECTION II  
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

Enlevez les pages :	Insérez les pages :
14 41 et 42	14 ✓ 41 à 42 ✓

**Onglet  
SECTION III  
DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES  
MODIFIÉES ET AJOUTÉES POUR VILLE DE LAVAL**

Enlevez les pages :	Insérez les pages :
55 79,80,81 89 à 96	55 ✓ 79 à 81 ✓ 89 à 96 ✓

**Onglet**  
**LOI SUR LA S.T.L .**  
**LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE TRANSPORT EN COMMUN (Chapitre S-30.01)**

Enlevez les pages :

Toutes les pages

Insérez les pages :

Intitulées « Loi sur les sociétés de  
Transport en commun »

---

## AVANT-PROPOS

---

La loi constitutive de Ville de Laval a subi, depuis 1965, de nombreuses modifications explicites ou implicites. Plusieurs de ces dispositions législatives particulières à Ville de Laval ont été ultérieurement incorporées dans la *Loi sur les cités et villes*. Il est donc devenu nécessaire de réviser la codification administrative des dispositions législatives encore en vigueur à Ville de Laval, et la maintenir à jour.

La portée de cette codification administrative préparée par le service du Contentieux de Ville de Laval ne doit pas être étendue à celle d'une opinion juridique sur son contenu. Le service du Contentieux vise plutôt à fournir un instrument de travail efficace aux personnes ayant à consulter la Charte de Ville de Laval.

La présente codification administrative complète fait suite à la révision de décembre 1995, janvier 1998 et avril 2000.

La première partie de la Charte de Ville de Laval se divise en trois sections:

- 1.- Constitution, dispositions transitoires et fiscales, les pages 9 à 13 contenant aussi de telles dispositions, mais adoptées après 1965;
- 2.- Dispositions spéciales, sans référence à la *Loi sur les cités et villes*;
- 3.- Dispositions de la *Loi sur les cités et villes* modifiées ou ajoutées pour Ville de Laval.

Les articles de la *Loi sur les cités et villes* modifiés pour Ville de Laval sont présentés suivant la numérotation nouvelle de 1977 (Lois refondues de 1977, c.-19).

La deuxième partie de la Charte de Ville de Laval concernait la Commission de transport de Ville de Laval, maintenant nommée Société de transport de Ville de Laval. La C.T.L. a été constituée en 1971 en ajoutant les articles 43 et suivants aux dispositions de la Charte originaire de Ville de Laval (loi 1965, c. 89). Cette deuxième partie a été abrogée entièrement et remplacée le 21 décembre 1984, par une loi à part, qui ne fait pas partie de la Charte de Ville de Laval (1984, c. 42). Copie mise à jour est cependant ajoutée à la fin de la présente codification administrative.

La table des matières illustre le plan général de la présente codification administrative.

L'index alphabétique croisé réfère aux pages du présent ouvrage.

Devant chaque article se trouvent quelques mots en indiquant la teneur.

Sous chaque article se trouve la référence à la Loi d'adoption et la ou les lois ayant amendé l'article s'il y a lieu.

Les articles abrogés s'y trouvent mentionnés numériquement seulement avec, en référence, la loi les ayant abrogés.

Sous quelques articles, des notes ont été mises, parce que jugées pertinentes à la bonne compréhension du texte.

**SERVICE DU CONTENTIEUX  
MAI 2003**

## **CHARTRE DE VILLE DE LAVAL**

**1965, c. 89**

### **AMENDEMENTS CONTENUS DANS DIFFÉRENTES LOIS:**

1967, c. 91  
1968, c. 96  
1969, c. 93  
1971, c. 99  
1972, c. 55, a. 149 à 152  
1972, c. 77  
1973, c. 37, a. 6  
1973, c. 39, a. 8 et 9  
1977, c. E-2.1, a. 1 et 2  
1977, c. R-16  
1977, c. C-19, a. 1 et 2  
1978, c. 7, a. 96  
1978, c. 18, a. 36, 37 et 38  
1978, c. 63  
1978, c. 112  
1979, c. 51, a. 114, 252, 261 et 264  
1979, c. 72, a. 493 et 584  
1980, c. 16, a. 102  
1981, c. 8, a. 32  
1981, c. 26, a. 22 et 23  
1982, c. 2, a. 122  
1982, c. 63, a. 276 et 277  
1983, c. 45, a. 80 à 86, 89 et 99  
1983, c. 46, a. 106  
1983, c. 57, a. 149, 161 à 165, 168 et 172  
1984, c. 56  
1984, c. 23, a. 35  
1984, c. 34, a. 3, 4 et 5  
1984, c. 38, a. 261 à 265  
1984, c. 89

**CHARTRE DE VILLE DE LAVAL**

**1965, c. 89**

**LISTE CONTINUÉE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE:**

1985, c. 27, a. 166  
1987, c. 57, a. 860  
1987, c. 113  
1988, c. 30, a. 46, 47, 48 et 54  
1989, c. 52, a. 139  
1990, c. 4, a. 1080 à 1086  
1990, c. 106  
1991, c. 83  
1992, c. 20  
1994, c. 56  
1994, c. 57  
1994, c. 76  
1996, c. 2, a. 121, 130, 136, 180, 183 et 188  
1996, c. 84  
1999, c. 91  
1999, c. 92  
2001, c. 25  
2002, c. 21  
2002, c. 77  
2002, c. 89  
2005, c. 28, a. 143, 144

## **CODIFICATION ADMINISTRATIVE**

### **Projets de loi présentés par Ville de Laval**

---

- 1965 chapitre 89 = projet de loi no 63
- 1967 chapitre 91 = projet de loi 172
- 1968 chapitre 96 = projet de loi no 249
- 1969 chapitre 93 = projet de loi no 198
- 1971 chapitre 99 = projet de loi no 124
- 1978 chapitre 112 = projet de loi no 209
- 1984 chapitre 56 = projet de loi no 207
- 1984 chapitre 89 = projet de loi no 255
- 1987 chapitre 113 = projet de loi no 249
- 1990 chapitre 53 = projet de loi no 240
- 1990 chapitre 106 = projet de loi no 203
- 1994 chapitre 57 = projet de loi no 222
- 1994 chapitre 56 = projet de loi no 296
- 1994 chapitre 76 = projet de loi no 299
- 1996 chapitre 84 = projet de loi no 203
- 1999 chapitre 91 = projet de loi no 207
- 1999 chapitre 92 = projet de loi no 221



---

## TABLE DES MATIÈRES

---

	page
<b>INDEX CROISÉ</b> - .....	1 à 13
<b>SECTION I</b> - lois du début (constitution), dispositions transitoires et fiscales.....	1 à 12
<b>SECTION II</b> - dispositions spéciales accor- dées à Ville de Laval, sans référence à la <i>Loi sur les cités et villes</i> .....	14 à 42
<b>SECTION III</b> - dispositions de la <i>Loi sur les cités et villes</i> modifiées et ajoutées pour Ville de Laval..	44 à 100
<b>ANNEXE</b> - description du territoire de la Ville de Laval	
<b>S.T.L.</b> - <i>Loi régissant la Société de transport de la Ville de Laval</i>	



Loi sur l'accès

7. L'article 29.5 de cette loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Achats en commun

«29.5 La ville peut, aux fins de sa compétence, conclure une entente afin de procéder, avec un organisme public au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., chapitre A-2.1), avec une entreprise de services publics ou avec un organisme à but non lucratif, à l'achat de matériel ou de matériaux, à l'adjudication d'un contrat d'assurances ou de fourniture de services ou à l'exécution de travaux conjoints, simultanés ou connexes à ceux réalisés par ces organismes et, à cette fin, procéder à une demande commune de soumissions pour l'adjudication des contrats requis.»

---

1999, c. 91, a. 7

Conseil et  
comité exécutif

46. La ville est représentée et ses affaires sont administrées:

a) par un conseil composé du maire et des échevins;

b) par un comité exécutif composé du maire comme président et de quatre échevins.

---

1965, c. 89, a. 9

#### DU CONSEIL

Autorité du  
conseil

46a. Le conseil a autorité pour:

a) adopter les budgets et voter les crédits nécessaires à l'administration de la ville, soumis par le comité exécutif, avec droit de les modifier dans les délais impartis;

b) consentir les contrats de la ville dans les cas où le comité exécutif ne peut le faire;

- c) adopter tous les règlements de la ville;
- d) créer par règlement les différents services de la ville et établir le champ de leurs activités;
- e) se prononcer sur tout rapport que le comité exécutif lui soumet;
- f) demander au comité exécutif des rapports sur toute matière concernant l'administration de la ville; si la résolution du conseil a été adoptée par la majorité des membres présents du conseil, le comité exécutif doit lui faire rapport dans les trente jours de l'adoption de la résolution;
- g) approuver le plan de classification des fonctions, les échelles de salaires s'y rapportant et leurs allocations, sur rapport du comité exécutif;
- h) abrogé, et remplacé par le suivant:

Délégation au  
comité exécutif

Le conseil peut, par règlement, déléguer au comité exécutif tout pouvoir, sauf celui de faire des règlements ou d'imposer une taxe. Il peut aussi déterminer les matières sur lesquelles le comité exécutif doit, à sa demande, émettre un avis.

Toutefois, le conseil ne peut déléguer au comité la nomination et la fixation du traitement du directeur général et de ses adjoints, ainsi que des directeurs de service et de leurs adjoints.

---

1965, c. 89, a. 10;  
1994, c. 57, a. 4

Note: Article ajouté pour Laval à la *Loi sur les cités et villes*; pas d'article concordant dans L.R. 1977, c. C-19.

Composition du conseil	47. abrogé par 1987, c. 57, a. 860.
Numérotage	47a. <u>Note</u> : L'article 47 ajouté pour Laval par 1969, c. 93, a. 1 est remplacé par les dispositions du règlement L-5000 divisant la municipalité en districts électoraux et adopté en vertu des articles 3 à 13.6, 1978, c. 63 et ses amendements.
Mandat du maire	48. abrogé par 1987, c. 57, a. 860.
Mandat des échevins	49. abrogé par 1987, c. 57, a. 860.
Président du conseil	51. À la première séance qui suit une élection générale et que préside le greffier de la ville, le conseil élit un de ses membres pour exercer la présidence aux séances du conseil.
Vote prépondérant	Pour l'élection du président, le maire a un vote prépondérant.

Membres du comité exécutif	Immédiatement après le choix du président du conseil, le maire nomme les quatre échevins qui font partie du comité exécutif. S'il n'exerce pas ce droit, cette nomination se fait par vote, chaque échevin devant, sous peine de nullité de son bulletin, voter pour quatre échevins à la charge de membre du comité exécutif.
Bulletin	Le bulletin est une liste imprimée par les soins du greffier et initialée par lui, sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique, les noms des échevins.
Scrutin secret	Pour voter, chaque échevin reçoit ce bulletin du greffier qui a rayé le nom du président. L'échevin se retire à l'intérieur d'un isoloir et y fait dans un carré imprimé à cette fin une croix en regard du nom de chaque échevin pour lequel il vote.
Comptage des votes	Chaque bulletin doit être signé par le votant et remis sous enveloppe cachetée au greffier. Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au dépouillement du scrutin alors que le vote donné pour chaque échevin est rendu public; en cas d'égalité de voix entre les échevins auxquels un vote de plus donnerait le droit d'être proclamés élus, le président du conseil pourra demander un nouveau scrutin ou donner son vote prépondérant.
Continuation de la séance	Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance. Le maire et les membres du comité exécutif ont, au conseil, les mêmes droits que les autres échevins.
Droit du maire	Le maire élu par le conseil suivant l'article 56 peut exercer à la première séance qui suit son élection le droit de nommer les quatre échevins qui doivent former avec lui le comité exécutif.

## DU COMITÉ EXÉCUTIF

Président et  
vice-président du  
comité exécutif

51a. Le maire est le président du comité exécutif; il nomme à la première assemblée du comité exécutif l'un des membres, vice-président; celui-ci doit exercer en son absence ou en cas de vacance dans cette charge tous les devoirs du président.

Quorum

1. Le quorum du comité exécutif est de trois et le président peut voter et donner en outre un vote prépondérant.

Séances à  
huis clos

2. Le comité siège à huis clos, sauf s'il estime que, dans l'intérêt de la ville, ses délibérations doivent avoir lieu publiquement.

Secrétaire

3. Le greffier de la ville, ou, en son absence, l'assistant-greffier, est le secrétaire du comité.

Vacance

4. Toute vacance dans le comité est remplie par le maire dans les huit jours de cette vacance. Pendant cette vacance, les membres restants, s'ils forment quorum, peuvent agir.

Démission

5. La démission d'un membre du comité est effective à compter du jour où elle a été remise au greffier de la ville.

Fonctions

6. Le comité exécutif exerce les fonctions exécutives du gouvernement de la ville, qui sont principalement les suivantes:

a) faire rapport au conseil de toute matière de la compétence du conseil et que ce dernier lui a soumise, sauf prescription contraire;

b) le comité exécutif fait part au conseil de ses décisions et suggestions, au moyen de rapports signés par son président.

Matières à  
soumettre au  
conseil

7. Le comité exécutif prépare et soumet au conseil:

a) tous les règlements;

b) le budget annuel des revenus et des dépenses au plus tard le 15 décembre de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis ou autres redevances municipales;

Note: Voir aussi les articles 474.1 à 474.3 L.c.v. pour les autres formalités d'adoption du budget.

c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;

d) toute demande pour virement de fonds ou de crédits déjà votés;

e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et privilèges;

f) tout rapport se rapportant à l'échange ou la location par bail emphytéotique d'un immeuble appartenant à la ville et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an;

g) toute autre demande dont l'objet n'est pas déclaré être de la compétence exclusive du comité exécutif;

h) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.

8. Tout demande, tout règlement ou tout rapport soumis par le comité exécutif doit, sauf prescription contraire, être approuvé, rejeté, amendé ou retourné par le vote de la majorité des membres du conseil présents à la séance; cependant, toute demande, tout règlement ou tout rapport sur lequel le conseil ne s'est pas prononcé pendant deux séances consécutives est considéré comme approuvé et accepté par le conseil; néanmoins, le comité exécutif peut à nouveau soumettre au conseil avec ou sans amendement un rapport déjà rejeté par ce dernier.



Budget

9. Après avoir tenu compte de l'estimation des revenus de la ville et après avoir étudié les estimations des dépenses soumises par les chefs de services ainsi que leurs rapports et suggestions tels que présentés par le directeur général, le comité exécutif prépare et adopte le budget pour l'exercice financier suivant; il doit aussi préparer et adopter les règlements et les résolutions imposant les taxes, permis et licences pour payer les dépenses, compte tenu de tous les autres revenus de la ville.

Adoption par  
le conseil

10. Si le conseil n'adopte pas, à son tour, avant le 15 janvier de chaque année, le budget, les règlements et les résolutions qui s'y rapportent, soumis par le comité exécutif, ils deviennent automatiquement en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier.

Note: L'article 474 de la *Loi sur les cités et villes* adopté en 1985 (1985, c. 27, a. 25) ne s'applique pas au budget régulier de Ville de Laval. Cependant à cause de l'article 474.8 adopté en 1984 (1984, c. 38, a. 25), cet article 474 s'applique à Ville de Laval dans le cas d'un budget supplémentaire.

Crédits à la  
disposition  
du comité

11. Sauf prescription contraire, les crédits votés par le conseil, soit par voie de budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité exécutif qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés sans autre approbation du conseil.

Fixation des  
salaires

12. Sauf prescription contraire, le comité exécutif fixe les salaires de tous les employés de la ville, à l'exception de ceux qui relèvent exclusivement du conseil.

Rémunération  
du président,  
etc.

Sous réserve de l'article 64 de la *Loi sur les cités et villes*, il peut également établir la rémunération du président du comité d'administration du régime de rentes, ainsi que du président de l'Office municipal d'habitation de Laval.

Note: Cet article 64 de la *Loi sur les cités et villes* est maintenant l'article 65 depuis la refonte de 1977.

---

1965, c. 89, a. 12;  
1978, c. 112, a. 1;  
1983, c. 57, a. 168;  
1996, c. 84, a. 2

#### Contrats

13. Le comité exécutif peut adjuger tout contrat pour l'exécution de travaux ou la fourniture de matériel ou de matériaux ou pour la fourniture de services autres que des services professionnels, et comportant une dépense excédant 5 000 \$ mais inférieure à celle requérant la formalité des soumissions publiques; une telle adjudication doit être précédée d'une demande de soumission faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.

#### Contrat assorti d'une option d'achat

Aux fins du présent paragraphe, un contrat pour la fourniture de matériel s'entend aussi de tout contrat de location d'équipement assorti d'une option d'achat.

---

1965, c. 89, a. 12;  
1978, c. 112, a. 1;  
1979, c. 36, a. 94

Note: Les articles actuels 573 à 573.3 prévalent sur l'article 13 ci-dessus mentionné à cause de l'article 573.4, sauf que, l'adjudication de ces contrats continue d'être du ressort du comité exécutif.

Dépenses

(Voir #573.4 L.c.v.  
(anciennement  
610 d) a) )

14. Sauf les cas d'urgence, le comité exécutif doit demander des soumissions dans tous les cas où la dépense à encourir excède 3 000 \$, à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du directeur général et d'un rapport du comité exécutif; sauf dans ce cas de dispense, le comité exécutif ne peut consentir le contrat sans l'autorisation du conseil.

---

1965, c. 89, a. 12;

1983, c. 57, a. 168

Cas d'urgence

15. Note: Le paragraphe 15 (1965, c. 89, a. 12) est remplacé par les articles 573 à 573.4 L.c.v. (anciennement a. 610) par 1979, c. 36, a. 94, «l'adjudication des contrats continuant d'être du ressort du comité exécutif cependant, si telle est la règle selon la loi qui régit la municipalité,» en vertu des mêmes articles 573 à 573.4 inclusivement L.c.v.

Signature  
des contrats

16. Tous les contrats doivent être signés au nom de la ville par le président du comité exécutif et par le greffier ou par le ou les assistants-greffiers.

Le président peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité exécutif à signer les contrats à sa place. Les contrats peuvent également être signés par toute autre personne ayant reçu une délégation du conseil par règlement adopté en vertu de l'article 477.2 de la *Loi sur les cités et villes*.

---

1965, c. 89, a. 12;

1978, c. 112, a. 1;

1987, c. 113, a. 2

- |  |   |
|--|---|
| Travaux en régie   | 17. Le comité exécutif peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas 25 000 \$; cependant, le conseil peut autoriser le comité exécutif à faire exécuter en régie les travaux déterminés de toute nature et dont le coût excède 25 000 \$.         |
|  | <hr/> 1965, c. 89, a. 12;<br>1978, c. 112, a. 1   |
| Observation<br>de la loi<br>etc.                                 | 18. Le comité exécutif doit veiller à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les contrats de la ville soient fidèlement observés.  |
| Préparation<br>des plans et devis                                | 19. Le comité exécutif veille à la préparation des plans et devis et à la demande de soumissions.   |
| Sommes dues<br>par la ville                                      | 20. Le comité exécutif autorise le paiement de toutes les sommes dues par la ville en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites dans la charte.   |
| Communications<br>entre le conseil<br>et les services            | 21. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité exécutif; dans ses rapports avec celui-ci, le conseil doit toujours agir par résolution. Les membres du conseil ne doivent s'adresser qu'au directeur général pour tout renseignement concernant les services. |
|  | <hr/> 1983, c. 57, a. 168   |
| Communications<br>entre le comité<br>exécutif et les<br>services | 22. Toute communication entre le comité exécutif et les services se fait par l'entremise du directeur général; cependant, le comité exécutif a le droit, en tout temps, de faire venir devant lui tout chef de service pour obtenir tous les renseignements qu'il désire.                                 |
|  | <hr/> 1983, c. 57, a. 168   |

Suspension de  
la délivrance  
de permis

23. Le comité exécutif a le droit de suspendre la délivrance de tout permis non conforme à un projet d'amendement à des règlements ou à un projet de règlement de zonage ou de construction, et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif suspendant la délivrance du permis et la date de la décision du conseil sur ce nouveau règlement, cette période ne devant en aucun cas excéder 120 jours dans le cas où le règlement de modification doit être approuvé par le ministre des Affaires municipales alors que la période ne doit pas excéder 180 jours entre l'adoption de la résolution du comité exécutif et l'approbation du règlement par le ministre des Affaires municipales.

---

1965, c. 89, a. 12;  
1968, c. 96, a. 4

Notes: Voir les articles 114 et 264.2a) de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* 1979, c. 51 où les délais de suspension des permis sont assujettis aux conditions suivantes: adoption d'un règlement dans les 2 mois de la résolution du comité exécutif ou mise en vigueur du règlement dans les 4 mois de son adoption. À Laval, c'est la résolution du comité exécutif et non l'avis de motion qui suspend l'émission des permis.

Nomination  
par le conseil  
sur rapport  
du comité

24. Sauf le directeur général, tous les chefs de services, leurs adjoints et tous les adjoints au directeur général sont nommés par le conseil sur rapport du comité exécutif et recommandation du directeur général dans le cas de ses adjoints. Ce rapport ne peut être amendé; il ne peut être rejeté qu'à la majorité de tous les membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote des deux tiers de ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer.

Appel

Ces officiers peuvent, dans les huit jours, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

---

1965, c. 89, a. 12;  
1978, c. 112, a. 1;  
1983, c. 57, a. 168

Note: Le délai d'appel est de 15 jours (voir les articles 72 et 73 L.c.v. qui prévalent sur les dispositions ci-dessus).

Mutation

24a. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote de la majorité de tous ses membres, muter tout adjoint au directeur général, tout chef de service ou tout adjoint à un chef de service.

---

1978, c. 112, a. 1;  
1983, c. 57, a. 168

Responsabilité  
des chefs  
de service

25. Les chefs de service, sauf prescription contraire de la Charte, répondent de l'administration de leur service respectif en premier lieu au directeur général et en dernier ressort au comité exécutif. À la demande du comité exécutif, ils doivent lui faire parvenir des rapports écrits ainsi que leur avis écrit sur toute question touchant leur service.

---

1965, c. 89, a. 12;  
1983, c. 57, a. 168

Règles pour  
régie du  
comité  
exécutif

51b. Le comité exécutif peut faire, pour sa gouverne et sa régie interne, des règles qu'il peut modifier, pourvu qu'elles ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

---

1965, c. 89, a. 12

Vacance à la  
charge de maire  
et conseillers

Note: Les articles 56 et 57 L.c.v. (1965, c. 89, a. 13) sont abrogés par 1987, c. 57, a. 860.

Vice-président  
du comité exécutif,  
maire suppléant

58. Lorsque le maire est incapable d'agir ou la charge de maire devient vacante, le vice-président du comité exécutif exerce tous les pouvoirs du maire, sauf en ce qui concerne la nomination des membres du comité exécutif.

---

1965, c. 89, a. 13;  
1996, c. 84, a. 3

Note: L'article 130 du chapitre 2 de 1996, sanctionné le 8 mai 1996, mentionne que les articles 52 à 57 L.c.v. s'appliquent à toute municipalité régie par la loi générale, en dépit d'une autre disposition d'une charte adoptée avant le 19 décembre 1968. Les articles 56 et 57 L.c.v. traitent du maire suppléant.

L'article 3 du chapitre 84 de 1996, sanctionné le 30 octobre 1996, amendant notre charte, change le titre de «président intérimaire» du Comité exécutif, en celui de «vice-président».

61. Note: L'article 61 L.c.v. (1965, c. 89, a. 14) remplacé par 1968, c. 96, a. 5, est remplacé par les articles 33.7 à 33.12, Loi sur les élections dans certaines municipalités et abrogé spécifiquement par 1984, c. 89, a. 4 et 1987, c. 57, a. 860.

